

COLLECTIF

SOLIDARITE

GUATEMALA



N° 20

MAI-JUIN 1983

6F



UN AN APRES

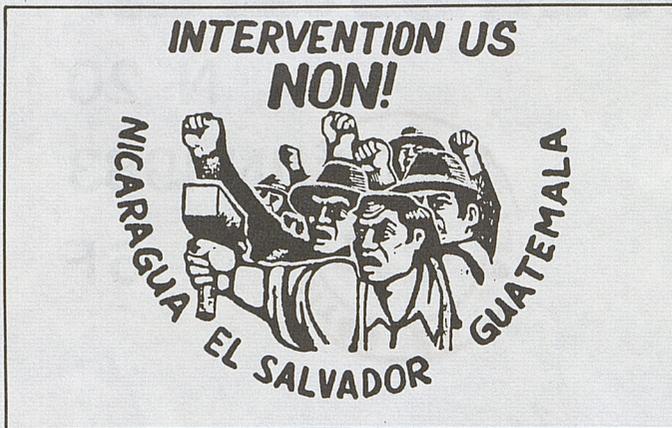
L'ARRIVEE DU PROPHETE...



40P.12325

DOSSIER
LA LUTTE FACE AU GENOCIDE
DU COTE DES
ORGANISATIONS

Le COLLECTIF GUATEMALA est une association dont le but est de promouvoir la solidarité, non pas avec une ou plusieurs organisations guatémaltèques, mais avec TOUS ceux qui luttent pour le renversement de la dictature, et pour l'instauration d'un gouvernement REVOLUTIONNAIRE, POPULAIRE ET DEMOCRATIQUE.



MATERIEL DISPONIBLE AUPRES DU COLLECTIF

Films 16mm : *Images d'une dictature*. P. Mercadini, 1980, couleur, 32mn
 Film vidéo : *Le chemin de Nebaj*. 1981, couleur, 55mn. Deux formats : UMATIK KCA-60 et BHS.
 Brochure : *Vingt ans de lutte* (histoire récente du Guatemala, la politique de « disparitions », le rôle des Indiens dans la lutte, interviews aux commandants de l'EGP, des FAR, d'ORPA et du PGT-ND).
Cahiers guatémaltèques : série d'articles d'analyse de la réalité guatémaltèque, formant un dossier. Le n°1 concerne les « Indiens et la révolution » (5 articles jusqu'aujourd'hui).
 Bulletin : *Solidarité Guatemala*
 Publications diverses des organisations populaires et révolutionnaires.
 Affiches, autocollants, cassettes, etc.
 T-shirts « U\$ A\$A\$A\$INS, Hors de l'Amérique Centrale »

SOLIDARITE GUATEMALA
 publié par le Collectif Guatemala.
 Adresse postale : 67, rue du Théâtre 75015 Paris.
 Photocomposition : VRAC.
 Impression : Rotographie, Montreuil (859 00 31)
 Directeur de la publication : Hugues Cayzac
 Commission paritaire n°65 146.

COLLECTIF GUATEMALA

67, rue du Theatre
 75015
 tel. 579 6757
 Permanence tous les Jéudis
 a partir de 17h00 .

ABONNEZ VOUS

Au moment où l'histoire du GUATEMALA est dans une période cruciale, la lutte de ce peuple a besoin, plus que jamais, de notre soutien et de notre solidarité. Ce nouveau bulletin "SOLIDARITE GUATEMALA" vous permettra, nous l'espérons, de suivre le déroulement des luttes populaires dans ce pays.

C'est pourquoi, nous avons adopté la formule de l'abonnement ceci étant le seul moyen de pouvoir assumer les frais que la parution de ce bulletin implique. Nous sommes sûrs que vous nous soutiendrez dans cette tâche, et que vous vous abonnerez.

6 NUMEROS 36 F
 ABONNEMENT DE SOUTIEN 60 F
 Chèques à l'ordre de :

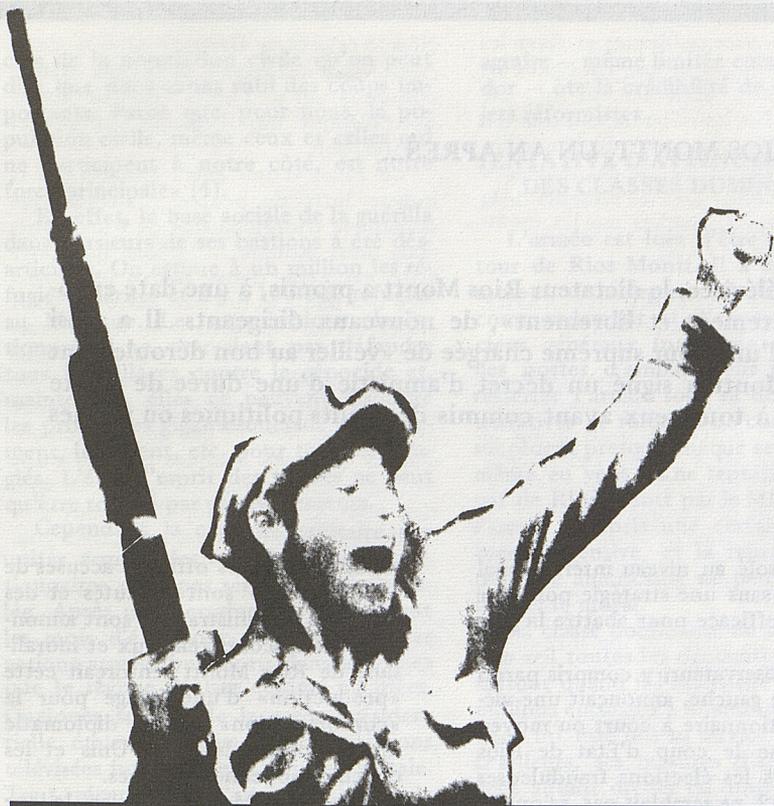
COLLECTIF GUATEMALA



Nom : Prénom :
 Adresse :

Je m'abonne et je paye F

Je désire entrer en contact avec un comité de ma région.
 OUI NON



EDITORIAL

23 Mars 1982, le général Rios Montt prenait le pouvoir, à la tête d'un triumvirat, il déclarait la guerre à la subversion.

23 Mars 1983, jour promu « de la dignité nationale », la fin de l'état de siège est promulguée, une nouvelle amnistie est proposée aux opposants sur la base d'une nouvelle constitution.

Entre ces deux dates la guerre a bien eu lieu, une guerre livrée par un état militaire contre son peuple. Ainsi, malgré une répression sauvage et généralisée deux constats s'imposent :

La lutte pour un gouvernement populaire et démocratique continue.

La dictature cherche, après un an de pouvoir, un soutien intérieur à travers la mise en place d'une prétendue « ouverture démocratique ».

Destinée à légitimer le régime militaire cette ouverture démocratique est sévèrement critiquée par les partis « légaux »* du mouvement de libération nationale —MLN— à la démocratie chrétienne) et formellement rejetée par l'ensemble de l'opposition guatémaltèque, qui la dénonce comme un nouveau stratagème.

Le « pluralisme idéologique » prôné par Rios Montt apparaît alors comme une attitude défensive dont les termes et les échéances restent encore très flous (élections). En effet, les deux volets complémentaires qui définissaient la stratégie contre-insurrectionnelle (élimination de la subversion, amélioration de l'image internationale du régime) sont aujourd'hui rentrés dans un processus contradictoire AU GUATEMALA ; l'élimination de la subversion, malgré la systématisation et la généralisation des méthodes de répression inaugurée sous le régime précédent, en est restée au stade d'une campagne de désinformation permise par le contrôle des moyens d'information. Si sur le terrain l'ampleur de l'offensive militaire demandait une réponse pru-

dente des organisations révolutionnaires pour ne pas exposer davantage les populations à la répression, l'échec du plan victoire 82 — dans le département de Huehuetenango — suivi par la reprise des actions notamment dans la capitale souligne l'actualité de la lutte au Guatemala.

De plus, le mouvement populaire et révolutionnaire guatémaltèque donnait naissance à de nouvelles organisations, telles que :

- le mouvement révolutionnaire du peuple -MRP-IXIM
- le comité paysan de défense de l'altiplano CCDA
- le mouvement d'unité populaire MUP.

Jouissant du soutien du gouvernement des États-Unis, le régime du coup d'état avait « ouvert des perspectives de changement ». C'est sur ce capital de confiance garanti Made in USA que Rios Montt a pu mener presque impunément sa politique de génocide. Soutien publicitaire aux niveaux religieux (sectes), commercial (tourisme), et surtout politique par une censure totale, cautionnée de fait par les agences de presse internationales qui sont les moyens mis au service de cette campagne de désinformation. Cependant grâce à la dénonciation systématique des massacres, des tortures et des exécutions (lors du voyage papal notamment) l'isolement international du régime s'accroissait.

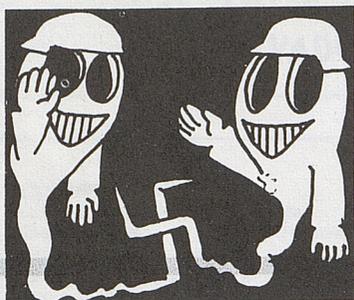
De ce point de vue, la stratégie contre-insurrectionnelle développée par le pouvoir militaire semble être sur la voie de l'échec par l'isolement interne et international croissant qu'elle provoque.

Le Guatemala reste un pays en guerre ; une guerre populaire et révolutionnaire menée contre la dictature. L'ouverture, même appelée démocratique provient du même arsenal : l'institution militaire guatémaltèque en alliance avec l'impérialisme des États-Unis, façon Reagan, destiné à sauver le système de domination et d'exploitation du Guatemala

* parti historique d'extrême-droite.

LE RÉGIME DE RIOS MONTT, UN AN APRES...

Le 23 Mars 1983, lors d'une allocution télévisée, le dictateur Rios Montt a promis, à une date encore indéterminée, que seraient élus, «honnêtement et librement», de nouveaux dirigeants. Il a aussi promis la création, avant le 30 Juin 1983, d'une cour suprême chargée de «veiller au bon déroulement des futures élections». Par ailleurs, Rios Montt a signé un décret d'amnistie d'une durée de trente jours, prenant effet le 28 Mars, s'adressant à tous ceux ayant commis des délits politiques ou pris les armes contre le gouvernement.



Après avoir dénoncé d'une façon plus ou moins virulente les limites de l'ouverture démocratique (1), tous les partis reconnus légalement avant le 23 mars 1982 ont finalement accepté les trois lois réglant le processus électoral et politique (2).

Par ailleurs, il y a l'indice récent (3) d'une «ouverture syndicale». On annonce l'organisation d'une «Confederacion de unidad sindical de Guatemala» (CSUG) qui est promue par deux «dirigeants syndicaux» qui collaborent avec le régime. L'un d'eux, Alfaro Mijangos, représentant des ouvriers au conseil d'État, revendique le potentiel immédiat de 275 syndicats, 9 fédérations et 95.000 adhérents pour la CSUG. Le régime déclare qu'il garantira les libertés syndicales tant que les syndicats ne feront pas de politique. Il faut se méfier de la représentativité de la CSUG. Nous ne savons pas à l'heure actuelle la position des syndicats historiques et combattifs des travailleurs guatémaltèques.

Rios Montt déclare que sa stratégie de «fusils et haricots» et «toits, travail et tortillas» a réussi à marquer une nette victoire sur les organisations révolutionnaires. F. Chapin, ambassadeur américain au Guatemala et quelques commentateurs internationaux (*Economist* de Londres, *New York Times*, etc.) se sont fait l'écho de ce triomphalisme.

A la fin de 1981, après plusieurs années de montée de la guerre populaire, le régime de Lucas Garcia était déchiré par les luttes de clans, incapable de résoudre des problèmes économiques

croissants, isolé au niveau international et, surtout, sans une stratégie politique et militaire efficace pour abattre la guérilla.

Plus d'un observateur, y compris parmi les forces de gauche, annonçait une victoire révolutionnaire à court ou moyen terme. Même le coup d'État de Rios Montt, après les élections frauduleuses de Mars 1982, ne semblait pas, selon ces observateurs, interrompre cette perspective. Rios Montt — membre d'une secte protestante fondamentaliste — ne représentait-il qu'un changement de clans dans le cadre de la même continuité ?

Après une année d'offensive féroce contre les bastions de la guérilla (surtout au nord-ouest) au cours de laquelle l'armée a assassiné 9000 personnes ; après une offensive politique et idéologique visant à élargir la base sociale d'appui du régime, neutraliser l'opposition et installer un nouveau contrôle social ; après la reprise de l'aide officielle américaine ; et enfin, après les mesures d'une prétendue ouverture démocratique qui vise à intégrer toutes les forces politiques des classes dominantes et même quelques petits secteurs de l'opposition modérée dans un processus institutionnel, quel est le bilan que l'on peut tirer d'une année de règne de Rios Montt ?

LE PROJET DE RIOS MONTT...

Ce qu'il faut souligner — au-delà du génocide — c'est le projet d'ensemble du régime, la tentative :

— de détruire physiquement une partie de la base sociale de la résistance armée et ensuite un contrôle social avec les villages fortifiés, les patrouilles civiles, des projets socio-économiques de «reconstruction», visant à «neutraliser» à terme la base sociale de la guérilla ;

— d'unifier l'armée et les classes dominantes autour d'une stratégie contre-insurrectionnelle efficace ;

— de présenter le régime comme une rupture avec les excès de la répression et corruption de Lucas Garcia. Ainsi, l'activité des «escadrons de la mort» dans les villes est partiellement

réduite, quelques officiers accusés de «délinquance» sont exécutés et des réformes administratives sont annoncées. Le discours religieux et moralisant de Rios Montt renforçait cette «production» d'une image pour la «consommation» de la diplomatie internationale, les États-Unis et les couches moyennes urbaines.

Comme Rios Montt le déclara le jour de son coup d'État, il voulait «sortir le Guatemala de l'isolement international», mais la priorité était de rétablir un soutien solide et matériel de l'impérialisme américain avec lequel il cultivait un rapport plus serré que d'autres secteurs de l'armée ;



— d'établir une gestion plus moderne et plus rationnelle de l'économie ; facteur important pour éviter une aggravation des problèmes économiques et aussi financer la guerre et «la reconstruction» ;

— mettre en avant un conseil d'État qui prétend intégrer les divers secteurs sociaux (indiens, ouvriers, entrepreneurs, etc.) et, dès que le régime se considère plus consolidé et comme partielle contrepartie de l'aide américaine, l'établissement d'un calendrier pour une ouverture démocratique.

... MIS EN ÉCHEC ?

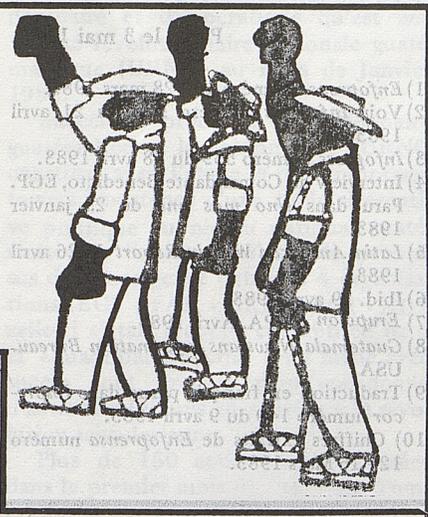
«Cependant, malgré un engagement massif des troupes de l'armée, dans le génocide sur tous les fronts de la guérilla, les organisations révolutionnaires n'ont pas subi elle-même des coups significatifs (...) C'est à l'égard des massa-

cles de la population civile qu'on peut dire que nous avons subi des coups importants. Parce que, pour nous, la population civile, même ceux et celles qui ne participent à notre côté, est notre force principale» (4).

En effet, la base sociale de la guérilla dans plusieurs de ses bastions a été désarticulée. On estime à un million les réfugiés internes et il y a 100.000 réfugiés au Mexique. Les organisations révolutionnaires ne pouvaient pas défendre tous les villages contre le génocide et, maintenant, elles ne peuvent résoudre les problèmes gigantesques de ravitaillement, logement, etc. pour tous les réfugiés. L'état d'esprit des masses ne peut qu'être touché par ces événements.

Cependant la capacité militaire des unités armées des organisations révolutionnaires n'est pas sérieusement ébranlée. Après une certaine retraite, durant les mois d'été, pour se réorganiser, les actions armées ont repris dans les zones que le régime déclare comme pacifiées. Quelques soldats de la garde présidentielle étaient abattus et des émissions télévisées interrompues dans la capitale. Tout récemment, l'armée a admis la perte de onze soldats dans un affrontement au Peten (5).

Quant aux projets démagogiques du régime d'organiser un développement socio-économique dans les zones de con-



flit, l'UNRG (bulletin de Mars 1983) souligne la contradiction fondamentale : «Dans les conditions du Guatemala, aucun projet réformiste peut compter sur les bases matérielles pour le soutenir. Le pays a subi une de ses pires crises économiques (...) l'État a peu de possibilités d'obtenir les crédits internationaux suffisants, à financer les investissements publics demandés par le projet réformiste».

L'image internationale du régime, condamné à l'ONU par des églises et par d'autres forums internationaux, ne facilite pas l'octroi des crédits. Le rejet catégorique de l'oligarchie de toute réforme

agraire — même limitée comme au Salvador — ôte la crédibilité de tous ces projets réformistes.

TENTATIVE D'ATTENUER LA CRISE DES CLASSES DOMINANTES

L'armée est loin d'être unanime autour de Rios Montt. Il a été obligé, ce mois-ci, de réorganiser les structures de commandement et d'envoyer trois anciens généraux (partisans de Lucas) à des postes d'ambassadeur pour mieux resserrer l'armée sous sa direction. Les tentatives et rumeurs de coup d'État se succèdent presque chaque semaine. On a même eu vent d'une tentative d'assassinat de Rios Montt par le MLN (6). Mais l'armée a repris une certaine initiative avec l'offensive, et la reprise de l'aide militaire américaine ne peut que lui redresser le moral.

La classe dominante ne voit pas d'un bon œil toutes les déclarations de Rios, surtout quand il l'interpelle à propos de millions encaissés à Miami qui devraient, selon lui, être mis au service de la guerre. D'ailleurs, ses mesures d'austérité peuvent autant diviser qu'unifier ces divers secteurs.

Cependant, c'est un point marqué par le régime, tous les partis de cette classe et même des secteurs des partis de l'opposition modérée ont décidé de participer à ce nouveau processus électoral et politique. Malgré cela, il n'est pas du tout exclu que les ambitions personnelles de Rios Montt le poussent à jouer un rôle «populiste», au-dessus des partis politiques, lors des prochaines échéances électorales.

La campagne «anti-corruption» lancée avec les déclarations moralisantes de Rios Montt a très peu touché le système de corruption et elle a consisté surtout en une campagne anti-Lucas qui, d'ailleurs, servait à installer les hommes de Rios Montt dans l'appareil d'État. La réduction limitée de l'activité des «escadrons de la mort» était suivie par la mise en place des «tribunaux d'exception» qui consistent en une nouvelle forme d'«escadron de la mort» «légalisée». Ces tribunaux restent en place.

D'autre part, les résultats de l'intervention des sectes protestantes américaines sont contradictoires. Sans doute, elles sont une source de fonds et de cadres pour assister le contrôle social du programme de «reconstruction» dans les zones de conflit. Par ailleurs, elles constituent un «lobby» en faveur du régime auprès de l'opinion publique américaine. Mais elles suscitent une réponse plus critique envers le régime de la part de l'église catholique. Fait qui ne serait pas étranger à la dénonciation de la répression par le pape lors de sa visite en mars 1983.

L'INTERVENTION US

Le régime a réussi à assurer une intervention décisive de l'impérialisme américain. «Avec la prétendue «victoria 82»

sur le mouvement révolutionnaire, et profitant de la situation de la lutte révolutionnaire dans la région, le régime a arraché la promesse de l'aide nord-américaine, avec la fausse propagande d'une stabilisation du pays» (7).

Pour 1983, le régime recevra 250.000 dollars US et des pièces de rechange pour ses hélicoptères ; pour 1984, l'administration Reagan demande 50,3 millions de dollars d'aide au Guatemala. Le *New York Times* du 7 avril a publié le document secret d'une réunion du National Security Council, en avril 1982 (9); dans ce document, le coup d'État au Guatemala est accueilli favorablement : «Le récent coup des jeunes officiers nous a ouvert de nouvelles possibilités pour améliorer nos relations avec ce pays (...), le gouvernement peut s'avérer plus efficace pour mener une politique contre-insurrectionnelle». Plus loin, il reconnaît : «Il existe un manque de consensus politique dangereux, au Salvador et au Guatemala, qui peut mener à un bouleversement politique. Les réformes politiques, sociales et institutionnelles doivent être poursuivies». Sur la base de cette analyse, le NSC recommande «une aide supplémentaire pour l'année fiscale 1982 et 1983 afin de manifester notre soutien au nouveau gouvernement, l'aider dans sa lutte contre la subversion (...), que les fonds de la CIA prévus par l'Enquête présidentielle du 9 mars 1981 passent de 19,5 à 22 millions de dollars afin de lancer un programme étendu au Guatemala au cours de cette année fiscale».

L'administration de Reagan était déjà préoccupée par la stabilité du Guatemala avant mars 1982. Rios Montt, sa démagogie réformiste et la nouvelle offensive militaire, présentaient l'occasion d'intégrer le Guatemala dans la stratégie américaine d'ensemble contre les luttes révolutionnaires dans la région. Reagan essayait de présenter Rios Montt comme un réformateur assiégé par les forces extrémistes de chaque côté ; il avait besoin de tels arguments pour atténuer l'opposition du Congrès.

Toutes les contreparties demandées par Reagan, pour l'ouverture démocratique, quand il a rencontré Rios Montt en décembre 1982 étaient subordonnées à une campagne contre-insurrectionnelle active (y compris le génocide). Néanmoins, l'ouverture démocratique est, à l'heure actuelle, importante pour Reagan. En effet, pour pouvoir répondre aux critiques intérieures et internationales, il a besoin des élections pour faire la preuve de la «légitimité» du régime contre les «terroristes» qui n'acceptent pas le jeu «démocratique».

Évidemment, l'intervention US ne va pas de soi. Reagan mise sur Rios Montt faute de mieux. Même récemment, l'administration américaine rappela son ambassadeur, temporairement, à cause de l'assassinat de quatre américains qui travaillaient pour l'agence AID. Aux États-Unis, l'opposition aux plans de Reagan

reste vive, surtout au Congrès et de la part des Églises. Par ailleurs, il y a quelques secteurs de l'armée et de la classe dominante guatémaltèque qui veulent des armes américaines mais sans des «conditions» trop contraignantes sur les «réformes politiques ou institutionnelles». Ces secteurs ne sont pas forcément favorables à un engagement plus grand du plan Reagan dans la région.

Une chose est claire : une intervention US plus active contribuerait à prolonger la guerre et à en approfondir les conséquences néfastes pour le peuple guatémaltèque.

UNE CRISE ÉCONOMIQUE SANS PRÉCÉDENTS

Depuis Mars 1982, la crise économique s'est aggravée. Le ministre des Finances la qualifie comme «la pire de notre histoire». Les rapports officiels enregistrent un déficit de 350 millions de dollars de la balance de paiements, la réserve monétaire disponible est minime, le chômage a augmenté de 50% en 1982, entre 35 et 40 guatémaltèques sur 100 vivent dans des conditions de pauvreté extrême et 185 entreprises ont fermé l'année dernière. En addition aux effets économiques de la guerre (fuite de capitaux, etc.), le fond du problème réside dans la baisse des prix des produits agricoles sur le marché mondial. Le Guatemala dépend des exportations agricoles pour la rentrée de ses devises — de 1981 à 1982 il y avait un déclin de 741 millions de dollars de la valeur des exportations (10).

La politique économique de Rios Montt, aujourd'hui, est de défendre la parité du Quetzal, de contrôler plus strictement les échanges de devises, ré-

duire les dépenses publiques et fixer les quotas pour l'importation. Un crédit est en train d'être actuellement négocié avec le FMI. Les conséquences d'une telle politique seront une détérioration continue du niveau de vie des masses et des contradictions avec les secteurs de la classe dominante touchés par les mesures de contrôle de l'État.

LE PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE UNITÉ ET SOLIDARITÉ

L'unité des forces révolutionnaires a fait un pas en avant décisif avec la formation de l'URNG un mois avant le coup d'État de Rios Montt. Les modifications dans la situation politique l'année passée — la démagogie réformiste, le génocide et maintenant «l'ouverture démocratique» — en stimulant les débats politiques au sein des milieux révolutionnaires ne peuvent que mettre l'unité à l'épreuve. La difficulté de mener un débat dans les conditions actuelles de la clandestinité entre organisations avec des années d'existence séparée et secrète, ayant des implantations différentes et ayant été souvent dans le passé dans une même organisation, ne facilite pas toujours l'obtention d'un consensus rapide ou total sur des questions politiques très complexes et difficiles. Entre autre, ces problèmes sont l'unification du commandement militaire, le rapport entre la guerre révolutionnaire et le travail politique en général (dans les syndicats, par exemple) ou l'évaluation de toute ouverture d'un espace politique et par conséquent la validité ou non des nouvelles tactiques d'intervention politique.

De tels débats ne sont pas rares dans un processus révolutionnaire et l'unité exprimée par l'URNG n'est remise en question par aucune de ses composantes. Récemment, se sont créées des délégations de l'URNG auprès de l'ONU (à

New York et à Genève) et lors de la conférence des pays non-alignés. Mais la consolidation de l'unité reste un processus politique qui demande patience et clarification.

Le bilan d'une autre année dans la longue lutte du peuple guatémaltèque dément le triomphalisme de Rios Montt mais nous indique, à la fois, que cette lutte est celle d'une guerre prolongée avec des hauts et des bas. Personne peut parier sur un calendrier pour le renversement révolutionnaire du régime. Tandis qu'une victoire à court terme est peu probable, les événements de cette année ne nous permettent pas de tirer la conclusion que nous sommes revenus à une situation antérieure. Les racines du soutien pour la guerre populaire sont profondément ancrées dans les masses guatémaltèques et plus particulièrement si nous prenons en compte la montée révolutionnaire en Amérique Centrale. C'est pour défendre la domination nord-américaine contre ce bouillonnement révolutionnaire que Reagan s'est efforcé de «régulariser» et d'accroître l'intervention US au Guatemala.

Il ressort de tout cela que les tâches de solidarité les plus vitales sont la dénonciation de la démagogie «réformiste» du régime de Rios Montt et des menées de l'impérialisme nord-américain. Finalement, nous devons nous préparer à un travail de solidarité de longue haleine avec des structures solides et adéquates. ■

Paris, le 3 mai 1983.

- (1) *Infoprensa* numéro 14 - 28 mars 1983.
- (2) Voir *Infopress* numéro 538 du 21 avril 1983.
- (3) *Infopress* numéro 539 du 28 avril 1983.
- (4) Interview du Comandante Benedicto, EGP. Paru dans *Uno más uno* du 25 janvier 1983.
- (5) *Latin American Weekly Report* du 26 avril 1983.
- (6) *Ibid.* 29 avril 1983.
- (7) *Erupcion* ORPA. Avril 1983.
- (8) *Guatemala News ans Information Bureau*. USA.
- (9) Traduction en français parue dans *Impre-cor* numéro 149 du 9 avril 1983.
- (10) Chiffres extraits de *Infoprensa* numéro 12 - 16 Mars 1983.



L'UNITÉ RÉVOLUTIONNAIRE NATIONALE GUATÉMALTEQUE

- I – La révolution mettra fin pour toujours à la répression contre le peuple, et garantira aux citoyens, la vie et la paix, droits suprêmes de l'être humain.
- II – La révolution jettera les bases d'une réponse aux besoins fondamentaux de la grande majorité du peuple, en mettant fin à la domination économique et politique des grandes puissances d'argent, nationaux et étrangers, qui gouvernent le Guatemala.
- III – La révolution garantira l'égalité pour les indiens et mettra fin à l'oppression culturelle et à la discrimination.
- IV – La révolution garantira la création d'une nouvelle société où seront représentés au gouvernement tous les secteurs patriotes, populaires et démocrates.
- V – La révolution assurera la politique de non alignement et de coopération internationale dont ont besoin les pays pauvres pour se développer dans le monde d'aujourd'hui, sur la base de l'autodétermination des peuples.

C'est sur la base de ces cinq principaux aspects du programme du gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique qu'est née l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNNG) au mois de Janvier 1982.

Succès du processus révolutionnaire guatémaltèque, la naissance de l'URNNG constitue aussi l'étape la plus importante vers l'existence d'une réelle alternative politique au niveau national guatémaltèque. Expriment l'état du processus de convergence entre les 4 organisations (EGP - FAR - ORPA - PGT - ND), celle-ci s'était d'abord concrétisée dans la «quadripartite» qui avait mené avec succès son premier plan coordonné d'actions militaires en soutien à la révolution salvadorienne.

Plus de 160 actions sont réalisées dans le premier mois de 1981 afin d'empêcher la participation de l'armée guatémaltèque à la Guerre contre-insurrectionnelle au Salvador.

L'unité révolutionnaire apparaît alors comme un processus de convergence entre les différentes positions des organisations. En effet, à la suite de la défaite militaire du mouvement révolutionnaire guatémaltèque dans les années soixante, chaque organisation va naître dans des lieux géographiques déterminés et donc exprimer organiquement des réalités sociales parfois différentes.

De plus, la guerre populaire était envisagée avec des options stratégiques et tactiques différentes notamment dans l'articulation du militaire et du politique, de la lutte de masse et de la lutte armée. L'unité révolutionnaire est conçue com-

me une nécessité afin de faire face au génocide. «Depuis les jours de la conquête espagnole, notre peuple n'a pas connu pareille extermination». Ce n'est que par la force des armes que les classes dominantes gardent encore le pouvoir.



Depuis la constitution de l'unité, l'effort sera concentré sur le développement de la lutte de masse qui sera poursuivi malgré la terreur de Rios Montt sous des formes telles les interférences sur les ondes radio ou télévision, les prises de parole dans les villages. Cependant, avec le coup d'état de Mars 1982, suite à l'échec de la «farce électorale» la systématisation de la répression alimentée par l'administration Reagan assignait à l'URNNG un rôle international important en liaison avec le Comité

guatémaltèque d'unité patriotique (CGUP).

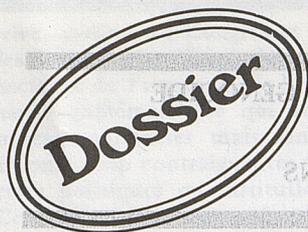
A travers un travail de dénonciation du génocide, des interventions américaine et israélienne (janvier 1983) l'unité révolutionnaire a gagné une place dans l'arène internationale. En ce début de l'année 1983, la session du Tribunal des peuples consacré au Guatemala demandait la reconnaissance du statut de belligérants aux organisations du peuple guatémaltèque ; c'est-à-dire la reconnaissance sur le plan du droit international de la légitimité de leur lutte.

Lors de la visite du Pape Jean-Paul II, la déclaration de l'URNNG est sans ambiguïté : «Le projet révolutionnaire de l'URNNG est parfaitement compatible avec le respect de la foi religieuse de la majorité de notre peuple (26 février 1983).

La trêve décidée par les organisations révolutionnaires à cette occasion faisait suite à la défaite de l'offensive finale lancée par la dictature de Rios Montt (appelée ensuite Victoire 82). Les nombreuses actions menées par les organisations à partir du mois de décembre 1982 alors que le régime cherche à mettre en place une «ouverture démocratique» montre l'actualité de la lutte révolutionnaire au Guatemala.

«Les faits confirment une fois de plus la validité de l'analyse de la URNG dans sa proclamation de Février 1982 en réaffirmant la voie de la guerre populaire et révolutionnaire et les cinq points programmatiques pour la constitution d'un gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique».

(Mars 1983)



EN DIRECTION DU FRONT

La création du Comité guatémaltèque d'unité patriotique (CGUP), fût une réponse à l'appel lancé par l'UNRG, de constituer «un grand front d'unité patriotique nationale» ayant à sa tête les organisations politico-militaires, afin d'instaurer «un gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique». Qu'en est-il, actuellement, de la création de ce front ?

Le CGUP fut donc créé après cet appel, comme un premier pas vers la constitution du front politique. Ainsi pour la première fois, l'ensemble du mouvement populaire, démocratique et révolutionnaire établit une instance de dialogue, afin de chercher la plus grande convergence de critères et de positions. Cela, de façon à permettre la formation du front patriotique national sur des bases solides.

La caractéristique essentielle du CGUP est d'être constitué par des personnalités politiques, représentatives des différents secteurs révolutionnaires, populaires et démocratiques. Ce ne sont pas des organisations politiques qui le forment, mais des personnes représentatives des organisations et indépendantes: 27 à l'origine, ils sont près de 70 actuellement.

Mais, le CGUP ne défend pas un projet politique ou un programme propre, qui le définirait en tant qu'organisation. L'orientation, la base politique sur «laquelle repose le CGUP, c'est les cinq points du programme présenté publiquement par l'UNRG» (*). Ceci s'explique par le fait que le CGUP n'est conçu que comme une étape vers le front : dans ce sens, il est une instance transitoire qui disparaîtra le moment venu.

Perspectives

Après un an de gouvernement de Rios Montt, les organisations politiques guatémaltèques s'affrontent à une conjoncture nouvelle, caractérisée ces derniers temps, par la dite «ouverture politique» du régime. Celle-ci correspond à une nouvelle phase du projet contre-insurrectionnel du gouvernement, visant à justifier l'intervention de plus en plus directe des Nord-Américains dans la région, ainsi qu'à légitimer le génocide perpétré par l'armée.

Pour répondre à cette nouvelle conjoncture, un remaniement des objectifs du CGUP a été effectué, en même temps que sont apparus d'autres éléments concernant la diplomatie de l'opposition guatémaltèque. Le plus significatif à cet égard, a été la constitution de délégations

spécifiques pour faire le travail devant certaines instances internationales, telles que l'Assemblée générale de l'ONU, la Commission des droits de l'homme de l'ONU, le Tribunal permanent des peuples et d'autres. Ce n'est donc pas le CGUP qui l'a fait.

D'autre part, un manifeste d'organisations populaires et démocratiques à propos de la prétendue «ouverture politique» de Rios Montt, a été publiée au Mexique le 18 mars 1983 (dont nous publions la traduction, dans ce bulletin). L'importance de ce manifeste est qu'il est signé par 13 organisations et associations d'horizon politique divers (ouvriers, paysans, chrétiens, etc.). Un autre élément à tenir en considération est qu'au dernier congrès de l'Internationale socialiste, qui s'est tenu récemment à Lisbonne, l'opposition guatémaltèque était représentée par le Parti socialiste démocratique du Guatemala (PSD, membre de l'IS) et par l'UNRG,

en qualité d'observateur. Le CGUP n'y était pas présent.

Sans vouloir préjuger de l'avenir, tout semble indiquer que des changements importants sont en train de s'opérer, au sein de l'opposition guatémaltèque. Depuis la constitution de l'UNRG, une grande partie des efforts politiques des organisations révolutionnaires, populaires et démocratiques est dirigée vers la constitution d'un front d'unité nationale qui permette l'incorporation de tous les secteurs qui sont d'accord pour un changement profond des structures de la société guatémaltèque. Même si, tous ne s'inscrivent pas explicitement dans la stratégie de la guerre populaire révolutionnaire, ils doivent participer à l'effort de tout un peuple pour construire un nouveau Guatemala.

(*) «Patriotes Guatémaltèques s'unissent», document du CGUP, sans date (fin 1982, approximativement).

Si pour le C.C. du Parti guatémaltèque du Travail, le travail d'organisation du mouvement populaire et de masse était l'élément fondamental d'avance et d'accélération du processus révolutionnaire jusqu'à la défaite due à la répression pendant la période 1978-82, aujourd'hui, la forme concrète afin de produire cette réponse est l'impulsion de la lutte armée.

Le virage tactique du PGT-C.C. a été rendu public le 1er mai 1981, avec la volonté manifeste d'ouvrir une nouvelle étape de lutte et de contribuer avec tout le mouvement révolutionnaire à développer la guerre révolutionnaire.

La conception générale du travail militaire n'exclut pas le travail politique idéologique et organisatif parmi la population, mais permet d'avancer là où il y a des difficultés pour un travail politique plus ouvert. La capacité militaire permet aussi de frapper plus durement la dictature militaire, et une troisième et non moins importante motivation est le processus unitaire initié

par les quatre organisations politico-militaires de l'UNRG, vu que l'objectif ne peut être atteint par une organisation seule.

L'orientation du travail du parti vers la guerre révolutionnaire ne signifie pas qu'il abandonne les fronts de masses où il travaillait, mais il reconnaît que les possibilités de lutte légale sont très fermées sans être épuisées.

Ce qui est fondamental pour le PGT-C.C., c'est de développer la conscience des masses pour élever leur action à des formes supérieures exigées par la guerre au Guatemala, et la combinaison d'un travail populaire et clandestin donne l'axe de leur travail nommé semi-clandestin, et ensuite «de résistance».

Nous ne nous appelons pas, nous, avant-garde, dit le PGT-C.C. puisque nous reconnaissons le rôle que jouent les autres organisations comme celles de l'UNRG, et nous appelons à l'unité du mouvement révolutionnaire sans conditions, pour que la cause du peuple guatémaltèque puisse avancer.



A L'ARENE INTERNATIONALE...

Le FP-31 apparaît publiquement le 31 janvier 1981, un an après le massacre de l'ambassade d'Espagne. Cette première grande organisation de masse exprime l'unité de plusieurs secteurs représentatifs du peuple guatémalteque.

Certaines des organisations qui composent le FP-31 faisaient partie du FDCR (Front démocratique contre la répression), première grande instance unitaire qui regroupait plus de 160 organisations de masses et associations diverses.

Le FDCR a été formé en 1979 à l'initiative du CNUS (Comité national d'unité syndicale) et du CUC (Comité d'unité paysanne) afin de dénoncer la répression. En 1980, celle-ci est en pleine escalade et de grandes actions répressives contre l'ensemble du mouvement populaire obligent les militants à passer dans la clandestinité puisque cadres et dirigeants sont assassinés. La nécessité de constituer un front politique se fait alors ressentir. Mais plusieurs organisations sont dans l'impossibilité de franchir ce saut car, pour elles, cela signifierait se mettre dans «l'illégalité» vis-à-vis du gouvernement de L. GARCIA, puisqu'elles fournissent encore un travail «ouvert».

Le FP-31 se constitue au cours du second semestre 1980 et sa création a pour but de répondre politiquement à cette nouvelle vague de répression. Les organisations qui le composent étaient déjà dans la clandestinité et soutenaient la «quatripartite» qui deviendra l'URNG en 1982.

Les organisations qui composent le FP-31 sont :

le Comité d'unité paysanne (CUC),
les Noyaux ouvriers révolutionnaires (NOR),
la Coordination des habitants des bidonvilles (CDP),
les Chrétiens révolutionnaires (CR) et
les Fronts étudiants révolutionnaires R. Garcia (section universitaire et secondaire) (FERG).

Le FP-31 est donc un organisme clandestin où l'on retrouve côte à côte paysans, chrétiens, habitants de bidonvilles et étudiants. Ces différents secteurs rappellent et symbolisent la délégation qui fut massacrée à l'ambassade d'Espagne.

Le FP-31 est un front d'organisation de masses qui développe un travail de type insurrectionnel. Il approuve et reconnaît l'URNG mais n'entretient pas de liens organiques avec les organisations politico-militaires. Le FP-31 a une vie organique et une structure propres. Il coordonne l'activité de six organisations

distinctes. Son but est d'organiser les masses urbaines et rurales de façon à ce que ces dernières aient une participation active dans le processus révolutionnaire. Cela explique la consigne du FP-31 : «Avec la force combattive des masses, nous sommes présents dans la guerre populaire». Il s'agit là d'une véritable stratégie de travail de masses.

L'ampleur de la répression du régime

Bien qu'il ait été, depuis 1954, la cible privilégiée de la répression orchestrée par la Coordination des chambres patronales CACIF et les gouvernements successifs, le mouvement ouvrier guatémalteque a su continuer à développer le niveau d'organisation des travailleurs. Ainsi, ces dernières années, le mouvement syndical est devenu de plus en plus actif et combatif.

La marche historique des mineurs de Ixtahuacan en novembre 1977 en est le meilleur exemple : cent mineurs décidèrent, en signe de protestation, de parcourir à pied (en neuf jours) les 350 kilomètres qui les séparaient de la capitale. Ils y furent accueillis par une manifestation de 100.000 personnes.

En octobre 1978, la mobilisation massive des travailleurs contre l'augmentation de 100% du prix des transports urbains a été couronnée de succès mais ce mouvement fut durement réprimé : des dizaines de morts, des centaines de blessés et 1500 détenus...

Autre exemple significatif, l'histoire du syndicat des travailleurs de la Coca-cola. Syndiqués à 94%, ces

cause de cette répression qui oblige le FP-31 à travailler dans le plus grand secret et la clandestinité afin de protéger ses militants. C'est la raison pour laquelle le FP-31 ne s'exprime qu'au travers d'actions de type paramilitaire (sabotages, barricades, etc.)

Dans les campagnes, la lutte se mène à un autre niveau. Il convient de préciser que le CUC, la principale organisation du FP-31, y est implantée avec force depuis plusieurs années. Sa présence

de Rios Montt provoque de grandes difficultés quant au développement de ce travail de masses et surtout en zones urbaines où les forces populaires s'affrontent à une multitude de risques dans la mesure où le couvre-feu et l'état de siège les exposent à un quadrillage répressif et plus précis que dans les campagnes. Actuellement, il n'y a pas d'expression ouverte des mouvements de masses à

travailleurs ont subi une terrible répression de la part des patrons et des dirigeants nord-américains de l'entreprise : signature de faux contrats collectifs, assassinats multiples d'ouvriers ; en décembre 1978, le secrétaire général du syndicat est assassiné en pleine ville, son successeur, victime de deux attentats, doit s'exiler et le suivant est égorgé, avec six autres travailleurs, deux mois plus tard.

Face à cette situation de crise économique et sociale d'une gravité sans précédents où des centaines de travailleurs sont licenciés, de nombreux syndicats sont détruits et la répression s'accroît, la réponse nécessaire est donnée. Le 31 mars 1976, plus de 65 organisations syndicales et les confédérations syndicales les plus importantes telles la FASGUA, la CNT et la FTG, s'unissent pour créer le CNUS (Comité national d'unité syndicale).

Si ce n'est à l'exception, de la CFT (Centrale des travailleurs fédérés), syndicat lié au gouvernement à un tel point qu'elle sera expulsée de l'AFL-CIO, toutes les organisations syndicales les plus représentatives se retrouvent dans le CNUS.

est très active et est à l'origine, notamment, de l'application des plans d'auto-défense.

L'une des réussites les plus remarquables du FP-31 a été la politisation des masses dans les zones où la guérilla rencontrait des difficultés pour s'implanter (par exemple, dans l'est du pays). Le FP-31 est entièrement favorable à la constitution d'un front politique unitaire qui regrouperait et représenterait toutes les forces vives du pays.



UN PAS VERS L'UNITÉ

Le Front démocratique contre la répression est né le 24 février 1979. Comme l'indique son nom, il était l'expression d'une alliance très large – la proclamation de constitution du front fut signée par 154 organisations – ayant pour but un élément relativement restreint : la lutte contre la répression.

Ceci montre, d'emblée, sa force et ses limites. Sa force, parce qu'il exprimait une grande alliance, unique dans son genre depuis la période révolutionnaire 1944-1954, comprenant le mouvement syndical ouvrier (CNUS) et paysan (CUC) d'un côté et, de l'autre côté, le mouvement associatif chrétien et les partis politiques d'opposition social-démocrates. Ses limites, parce qu'il groupait l'ensemble des organisations agissant dans la légalité au moment même où la lutte légale se montrait définitivement épuisée.

Regardons un peu en arrière. Depuis 1976, le mouvement des masses se développe sans cesse profitant d'une certaine libéralisation du régime. Février 1978 : une grève nationale des employés de l'administration publique menace le bon déroulement des élections générales prévues pour le mois de mars. Le scrutin se réalise «normalement», c'est-à-dire, frauduleusement, et le général Lucas Garcia est «élu».

L'opposition légale de la gauche modérée et centriste, représenté par le «Front d'opposition» – groupant la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste démocratique, d'orientation social-démocrate ; ce dernier (*) – est mis de nouveau hors jeu. L'élection de Lucas Garcia va marquer un tournant dans l'escalade répressive.

Le 29 mai, 119 paysans furent massacrés sur la place de Panzos. Alberto Fuentes Mohr, fondateur et principal dirigeant du PSD est assassiné.

Trois jours après la légalisation de son parti – Front Uni de la Révolution (FUR) – Manuel Colom Argueta est assassiné. Les premiers jours d'octobre 1979, ont lieu des grandes mobilisations de masses contre l'augmentation du prix du transport. La revendication du mouvement est gagnante, mais au prix de 40 morts, 2200 blessés et plus de 1200 détenus. En février 1980 avec la grève de plus de 100000 ouvriers agricoles de l'industrie sucrière, a lieu le dernier grand mouvement revendicatif. Il a été

précédé de quelques jours par le massacre de l'ambassade d'Espagne.

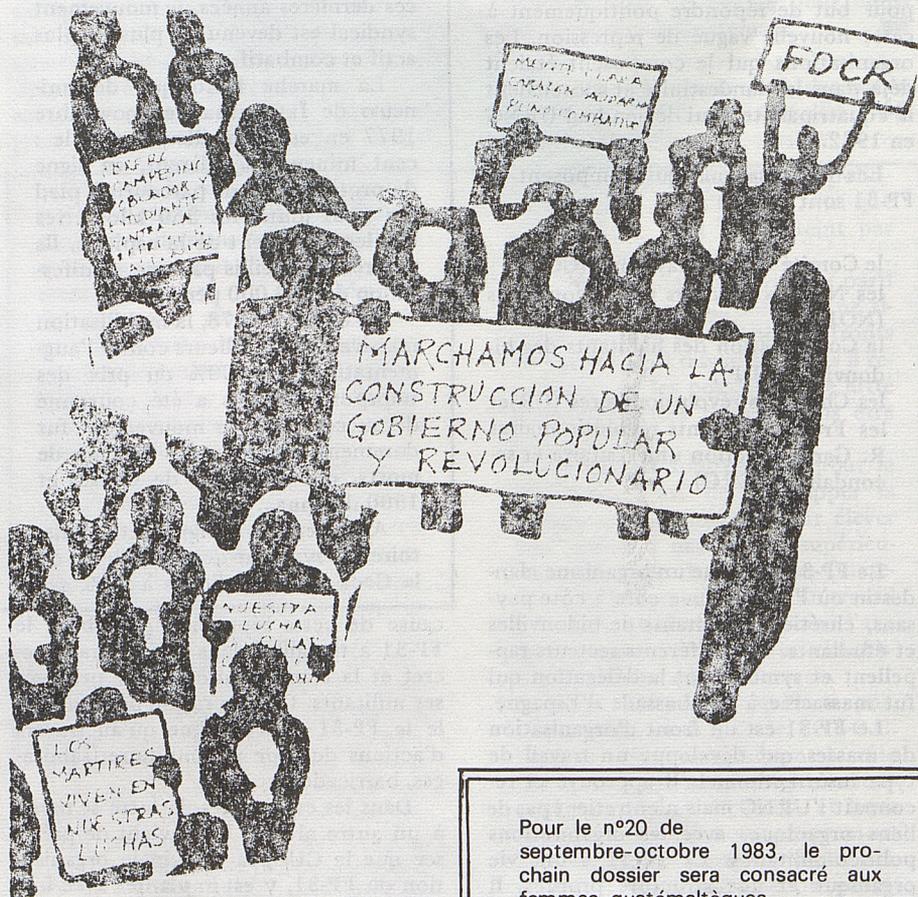
En bref, mars 1978 marque la fin de la participation électorale de la gauche modérée et, février 1980, le dernier mouvement revendicatif de masse. C'est au milieu de cette période qu'est né le FDCR. Il a été à cheval sur une période que marque à la fois, le «sommets» du mouvement de masse sous ses formes traditionnelles (grèves, manifs, occupations, etc.) et la fin de toute alternative «électorale» et pacifique.

Le FDCR est le résultat de la convergence de ces grands courants, unis pour

faire face à un ennemi commun : la répression.

Durant la période mentionnée, le FDCR jouait le rôle de «centre de gravité» du mouvement populaire et démocratique. Ce dernier se déplace, aujourd'hui, vers d'autres formes d'organisation de la lutte qui répondent aux nouvelles exigences du développement de la guerre contre la dictature.

(*) Le FUR, Front uni de la révolution, de tendance social-démocrate ne participe pas à ce «Front d'opposition» contrairement à la démarche qu'il avait eu en 1974.



Pour le n°20 de septembre-octobre 1983, le prochain dossier sera consacré aux femmes guatémaltèques.

Que représente le C.U.C. dans le processus insurrectionnel guatémaltèque ? Quels sont ses objectifs ?

Un de ses représentants nous répond : «Le C.U.C. est une organisation révolutionnaire de masse des travailleurs paysans. Notre plate-forme de lutte réunit l'ensemble de nos combats revendicatifs avec toutes les actions violentes des masses populaires pour la prise du pouvoir.

C'est un pas important dans la fondation de l'alliance ouvrière-paysanne car cette unité représente le moteur essentiel et le cœur même de la révolution.

Notre organisation lutte pour le droit à la vie, à la terre, au travail, à des salaires plus justes, pour l'égalité entre Indiens et Ladinos, contre le service militaire forcé, contre la répression, l'oppression et la discrimination.

Un des événements qui contribua fortement à notre développement fut la marche des mineurs de Ixtahuacan, en 1977 ; pour la première fois on a pu voir l'ensemble des ethnies du pays concilier leurs efforts, s'unir dans la même perspective d'une bataille commune.

Cette première rencontre entre différentes ethnies et entre ouvriers et pay-

sans fut d'une importance historique capitale.

«Autres événements qui marquèrent cette étape, l'exemple de nos compagnons héroïques brûlés vifs dans l'incendie de l'Ambassade d'Espagne et postérieurement, la déclaration de Iximché, le 14 février 80, quand, devant l'extension des massacres et la fermeture des voies légales de lutte, la majorité des ethnies décidèrent d'un commun accord de participer activement au renversement de la dictature militaire sanguinaire.

Quelles sont vos méthodes de lutte ? Nous basons nos activités sur trois axes : assurer la sécurité et l'autodéfense des masses contre la répression sauvage menée par la junte, nous obligeant à agir dans une continuelle semi-clandestinité, et enfin développer des actions combattives sur le terrain politique et économique tels que : les sabotages, bombages de propagande, blocages des routes, incendies de bus, multiplications des actes d'harcèlement...

Toutes ces méthodes de lutte entrent bien sûr dans la ligne stratégique de l'incorporation massive du peuple à la guerre populaire.

Comment le C.U.C. conçoit l'alliance ouvrière-paysanne ? Ouvriers et paysans, ce sont deux alliés véhiculant l'une et l'autre leurs propres valeurs et leurs propres espérances.

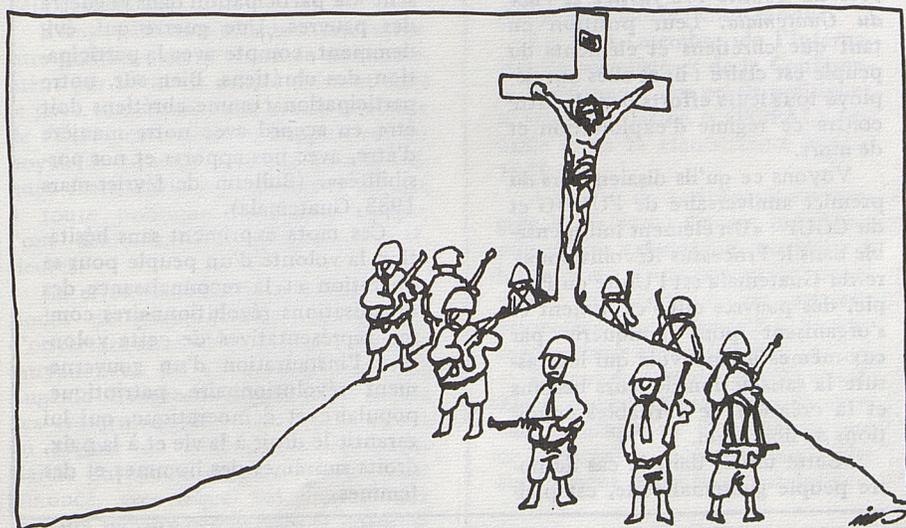
Historiquement, les ouvriers ont

constitué l'avant-garde de la révolution, ils l'ont doté de sa teneur de classe. Quoique étant les moins nombreux, ils représentent la force qualitative. Nous, les paysans, jouons la bataille pour la terre, pour nos coutumes opprimées, nous représentons la majorité du peuple et sans nous, aucune révolution ne pourra accéder au triomphe ; nous sommes la force quantitative. Le C.U.C. sait que les paysans seuls, ne pourront parvenir à un renversement social et que celui-ci ne pourra que réellement aboutir et se concrétiser qu'à travers l'unité de pensée et d'actions avec nos compagnons ouvriers. Ainsi, l'alliance ouvrière-paysanne paraît être la seule alternative possible aujourd'hui pour assurer la victoire de la révolution que mène héroïquement notre peuple.

Aujourd'hui, nous ne pouvons que nous réjouir de l'avance considérable du processus unitaire sur le terrain à travers la constitution de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque, que nous reconnaissons indiscutablement comme notre première ligne d'avant-garde avec le Comité Guatémaltèque d'Unité Patriotique (C.G.U.P.) qui est l'expression unitaire de tous les Guatémaltèques désirant vivre libres et en paix, participant dans un même effort commun à la construction d'un gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique.

LE SEL DE LA TERRE

Début 1954, le Guatemala a vu les signes prémonitoires de la chute du gouvernement populaire : chasse aux sorcières très maccarthyste qui sera suivie par la très réactionnaire «Croisade contre le communisme» et qui sera parachevée en avril par une lettre pastorale dans laquelle est condamné le danger satanique représenté par un gouvernement qui avait trop œuvré pour les déshérités de ce monde en compromettant le salut de leur âme, en gage aux biens matériels si méprisés par l'Église.



Quelques années plus tard, un prêtre catholique exprimait la révolte et la frustration des religieux condamnés à la résignation devant la violence sournoise qui tue silencieusement des milliers d'enfants par an, d'abandon, de maladie, de faim, d'oubli. Les servants du Christ s'insurgeaient contre la hiérarchie d'une Église ritualiste, traditionnelle : «En quatre siècles, elle n'a produit autre chose qu'un faux christianisme, faisant que les riches fussent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres». Et c'est justement le rôle médiateur de l'Église qui sera mis en cause par ce curé rebelle : «Que nous importe, à nous latino-américains, que les prêtres soient mariés ou célibataires ! Ce que nous voulons, c'est que les prêtres s'engagent dans le processus de libération des pau-

Dossier

vres, qu'ils soient courageux et qu'ils mettent leur vie entièrement au service des déshérités».

Or, l'engagement des catholiques s'était déjà produit depuis un certain temps. En 1967 vont se produire les premières expulsions du pays de prêtres soupçonnés de collaborer avec le mouvement populaire. Ainsi, l'Église populaire commença le long chemin du martyre. Depuis, dix-sept prêtres ont payé de leur vie la fidélité du peuple de Dieu : assassinés, séquestrés, disparus... Des religieuses et pasteurs évangéliques vont connaître le même sort. Plus de cinquante prêtres, deux évêques et des dizaines de religieuses ont dû quitter leur diocèse et le pays, menacés de mort, fuyant les attentats criminels ourdis par l'intelligence militaire.

Comment, pourquoi, le clergé a changé le rôle soumis, et complice de l'ordre établi que la hiérarchie lui imposait pour celui qui le place à côté des souffrances des pauvres et même parfois dans les rangs combattants du peuple ? Pour trouver la réponse, il faudrait rappeler que le concile Vatican II et puis les conférences d'évêques d'Amérique latine qui ont eu lieu à Medellin, et à Puebla, constatèrent la perte d'influence de l'Église et la régression de la foi des masses opprimées. Les raisons n'étaient pas difficiles à trouver. Les conclusions tirées furent engageantes envers les pauvres : il fallait combler l'abîme qu'un message hypocrite et mensonger avait creusé entre le peuple et ses guides. Il fallait revenir à la vérité, retrouver le Christ historique, celui des opprimés. A partir de là, la majorité des évêques, des prêtres, des religieuses et des catholiques, à l'aide des évidences de la misère du peuple et la terreur qui le poursuit, se sont engagés de plus en plus nombreux, progressivement, dans le processus de libération. Au même moment, la haute hiérarchie de l'Église guatémaltèque s'enfonce dans l'ignominie de la complicité : l'archevêque n'a pas dit un seul mot pour dénoncer la persécution meurtrière que subit le peuple chrétien de la part des pouvoirs publics infiltrés par les innombrables sectes envoyées par le State Department et qui sèment la superstition, le désarroi et la tromperie, profitant de l'ignorance et de la faiblesse des pauvres, ainsi que de leur confusion, pour les gagner par la peur, adeptes égarés, revenus à la résignation et à la soumission, abusés, effrayés par l'épouvantail de la menace communiste...

A l'heure actuelle, le Guatemala connaît des organisations chrétiennes qui se

sont engagées dans la lutte révolutionnaire, en sachant que la libération du peuple passe par une guerre prolongée et nécessaire, et qu'il est inévitable de faire face à la violence répressive institutionnelle, avec une violence qui défende le droit sacré à la vie. Elles précisent que la défense de ce droit est un devoir chrétien, même si l'on doit avoir recours à la violence. Avant d'arriver à cette conviction, les chrétiens ont dû regarder d'un œil critique l'histoire récente de leur pays et se rendre compte que toutes les voies légales et tous les espaces démocratiques ont été interdits au peuple travailleur et que la seule réponse à la brutalité gouvernementale aux demandes de justice et de respect à la vie ont été l'assassinat, la torture et la persécution. Ces organisations, d'ailleurs, savent que la plupart des religieux sont du côté du peuple, même si leur voix est souvent contrainte à la prudence puisque c'est la vie, et non le martyr, qui est but de leur lutte. Ainsi, entre les prises de position de la Confédération des Religieux de Guatemala - CONFREGUA - et celles de la Conférence des évêques, il existe des nuances par rapport à la place que chacune d'elles occupe vis-à-vis du pouvoir, mais toutes les deux resteront très loin des positions de l'archevêque. Bien sûr, aucune d'elles n'a pro-

né la lutte armée et la violence révolutionnaire, mais elles reconnaissent au peuple le droit à l'insurrection en signalant la misère, l'injustice et la répression comme les causes de la révolte populaire.

Les Chrétiens Révolutionnaires et le Comité Justice et Paix, intégrés par des chrétiens de différentes confessions, et l'Église guatémaltèque en exil, catholique à l'esprit œcuménique, sont les trois organisations d'inspiration chrétienne qui se sont engagées dans le processus de libération au Guatemala. Elles encouragent le peuple avec l'espérance et la conviction de l'avènement du royaume de la justice et l'amour fraternel, construit avec ces mains qui aujourd'hui prennent les armes pour défendre ce que l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque proclame comme le plus sacré des droits : le droit à la vie. Ces organisations se sont jointes à l'URNG qui déclare dans son programme : **LA RÉVOLUTION RECONNAÎT LE PEUPLE CHRÉTIEN COMME UN DES PILIERS DE LA NOUVELLE SOCIÉTÉ DANS LA MESURE DE SES CROYANCES ET SA FOI SE SONT MISES AU SERVICE DE LA LIBERTÉ DE TOUS LES GUATÉMALTEQUES.**

Pour nous, être solidaires avec la lutte du peuple guatémaltèque ne signifie pas donner simplement au public international la quantité de morts victimes des militaires de Ríos Montt et de Reagan ; il s'agit aussi de faire connaître la qualité de la participation populaire au processus révolutionnaire et la lutte contre la dictature et ses militaires «made in USA».

C'est dans ce cadre, ou mieux, dans ce processus, que nous situons la très courageuse activité des membres du Comité Pro-Justice et Paix du Guatemala. Leur position en tant que chrétiens et éléments du peuple est claire : ils et elles ont déployé tous leurs efforts dans la lutte contre ce régime d'exploitation et de mort.

Voyons ce qu'ils disaient lors du premier anniversaire de l'URNG et du CGUP : «Un élément indispensable dans le Processus Révolutionnaire du Guatemala est l'Unité du Peuple, des pauvres qui s'expriment et s'organisent pour conquérir par eux-mêmes un pouvoir qui leur assure la satisfaction de leurs besoins et la création de véritables conditions de libération.

«Cette unité, dans le cas de notre peuple guatémaltèque, est plei-

nement représentée par l'Unité guatémaltèque d'unité patriotique (CGUP) qui a déjà une année d'existence.

«L'importance de ce pas vers l'unité qu'a fait notre peuple est d'une grande transcendence, c'est pourquoi le Comité Pro-Justice et Paix salue le processus unitaire du peuple guatémaltèque, de même que les organisations qui le représentent, et reconnaît leurs efforts, leurs sacrifices et leur travail au cours de cette année».

Parmi leurs objectifs ils se proposent «la participation dans la guerre des pauvres. Une guerre qui, évidemment, compte avec la participation des chrétiens. Bien sûr, notre participation comme chrétiens doit être en accord avec notre manière d'être, avec nos apports et nos possibilités». (Bulletin de février-mars 1983, Guatemala).

Ces mots expriment sans hésitation la volonté d'un peuple pour sa libération et la reconnaissance des organisations révolutionnaires comme représentatives de cette volonté : l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique, qui lui garantit le droit à la vie et à la paix, droits suprêmes des hommes et des femmes.

MANIFESTE DES ORGANISATIONS POPULAIRES ET DÉMOCRATIQUES

Nous publions ici, un document commun à plusieurs organisations guatémaltèques, rendu public au Mexique.

Les organisations populaires et démocratiques du Guatemala, devant les lois électorales annoncées par le régime du général Efraín Ríos Montt, déclarent à l'opinion publique nationale et internationale :

Le régime de Ríos Montt est la continuité de la dictature militaire terroriste qui règne au Guatemala depuis 1954, année de l'intervention Nord-Américaine. Depuis cette date, l'armée est devenue le parti politique qui décide de qui doit gouverner le pays et comment le faire. Cela en même temps qu'elle a instrumentalisé l'état comme un moyen illicite d'enrichissement au bénéfice des cliques militaires, et qu'elle développe une politique de contre-insurrection pour étouffer à sang et à feu les légitimes aspirations populaires.

En ce moment, où l'administration Reagan observe, préoccupée, les progrès du mouvement populaire, démocratique et révolutionnaire au Guatemala, ainsi que les luttes de libération en Amérique centrale, on essaie de maquiller les dictatures avec des déguisements de démocratie. Cela, afin de les soutenir plus longtemps et justifier l'intervention de plus en plus directe des Nord-Américains dans la région. Dans ce contexte, la dite-ouverture politique de Ríos Montt constitue une manœuvre par laquelle on prétend augmenter et légitimer le génocide, dans une nouvelle phase du projet contre-insurrectionnel.

Le régime de Ríos Montt n'a promis que trois lois électorales : le Tribunal suprême d'élections, la loi d'enregistrement des citoyens et la loi des partis politiques, et c'est pourquoi on peut entrevoir qu'il n'y aura pas de telle ouverture. C'est-à-dire, qu'on n'est même pas en train de proposer un processus de libre participation mais la restructuration de l'appareil électoral, dans des schémas déjà préconçus.

L'impossibilité d'effectuer une ouverture politique est déterminée non seulement par l'état de guerre existant dans le pays, mais aussi parce que la structure de l'État guatémaltèque s'appuie sur un noyau de pouvoir avec des caractéristiques fascistes, farouchement opposé à toute politique réformatrice comme l'ont démontré des expériences antérieures.

En effet, dans les deux dernières périodes de gouvernement, des projets d'ouverture semblables ont été annoncés bruyamment. En 1974, le général Kjell Eugénio Laugerud García avait offert des «réformes graduelles» et, au début du régime du général Roméo Lucas García un «pacte de paix sociale» était annoncé, avec lequel fut proposé aux secteurs sociaux-démocrates la possibi-

lité d'une participation politique. Le résultat, connu de tous, fut l'assassinat des dirigeants sociaux-démocrates Maître Manuel Colom Argueta et le docteur Alberto Fuentes Mohr, ainsi que l'augmentation massive des crimes et des massacres contre le peuple.

Ce n'est pas non plus par hasard, si les secteurs populaires et démocratiques se sont manifestés de façon réitérée contre ces «farces» politiques, comme le démontrent les taux d'abstention en 1974 (49,8%) et en 1978 (63,7%).

D'autre part, il est évident qu'actuellement le régime est pressé de tenter d'impulser une nouvelle «farce» électorale, à cause de la stagnation et de la baisse de l'économie du pays, qui ne trouve pas la confiance des investisseurs nationaux et étrangers. Mais aussi, à cause de l'isolement international croissant rencontré par le régime, du fait de sa politique génocide.

Les expériences historiques ont démontré que les tentatives d'ouverture ne sont que des manœuvres dûes aux circonstances. En fait la démocratie réelle pour le peuple, demande de profondes transformations qui permettraient de résoudre ses conditions de misère, d'exploitation et de marginalisation.

Pour ces raisons, les organisations populaires et démocratiques guatémaltèques estiment que, dans notre pays, les véritables réformes politiques ne passent pas par les urnes ; et que l'unique

alternative, est de renforcer et d'impulser les luttes du peuple, dans le but de renverser la dictature militaire, garantissant ainsi la transition vers un régime démocratique, populaire et révolutionnaire.

Dans ce sens nous rejetons dès maintenant la manœuvre diversionniste du régime guatémaltèque. Nous alertons l'opinion publique pour qu'elle ne se laisse pas confondre par cette manœuvre politique mais au contraire, pour qu'elle renforce la solidarité avec notre peuple, ce qui est une demande urgente et nécessaire face aux crimes, commis jour après jour par la dictature et cela, en totale impunité.

UNIS NOUS VAINCRONS !!!

Association d'étudiants universitaires (AEU) — Fédération autonome syndicale guatémaltèque (FASGUA) — Front populaire 31 janvier (FP-31) — Front démocratique contre la répression (FDCR) — Association des journalistes démocratiques du Guatemala (APDG) — Centrale nationale des travailleurs (CNT) — Comité paysan du haut plateau (CCDA) — Association des travailleurs de la culture du Guatemala (ATCG) — Association des guatémaltèques démocratiques au Mexique (AGDM) — Union nationale des femmes (UNAM) — Comité pro-justice et paix (CPJP-MEXIQUE) — Église guatémaltèque en exil (IGE) — Collectif des «professionales» (diplômés d'université) en solidarité avec le peuple du Guatemala (CPSPG).

Mexico, le 18 mars 1983

Durant Janvier 1983, plus particulièrement dans la capitale, Guatemala-Ciudad, et d'autres villes de moindre importance, on a pu voir distribués des tracts et collées des affiches à propos du quatrième anniversaire de l'assassinat d'Alberto Fuentes Mohr, ancien grand leader du *Parti socialiste démocratique*.

Le PSD, membre de l'Internationale socialiste et de la Conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine (COPPPAL) travaille dans la clandestinité depuis 1979.

A la fin de son deuxième congrès, le 20 février dernier, le PSD renouela sa volonté de continuer à lutter pour un régime authentiquement démocratique où seraient respectés la justice sociale, la liberté, le pluralisme et la solidarité.

Durant ce congrès, le PSD a réaffirmé, devant les promesses d'ouverture politique de Ríos Montt, que ce n'est pas le moment pour parler simplement d'élections car les pré-

tendus projets de la dictature se situent «dans le cadre d'une situation de violence qui a coûté un très haut coût social et où les droits de l'homme sont massivement bafoués, ce qui a détérioré moralement notre société». «Nous croyons que dans la situation actuelle, la convergence des forces authentiquement démocratiques et des forces populaires est nécessaire afin d'impulser un véritable processus de démocratisation économique, politique et sociale».

Dans ce sens, le PSD, dans sa plate-forme, demande l'arrêt immédiat de la répression, la punition des coupables, l'abolition des tribunaux d'exception, le respect des libertés démocratiques, la mise sur pied d'une réforme agraire qui éliminerait les causes fondamentales de la violence dans les campagnes, une politique active de création d'emplois et une politique sociale qui donne la priorité à la santé, l'éducation et l'habitat.

LE PAPE AU GUATEMALA : UN VOYAGE SANS FIN ?

Le monde entier a suivi avec grand intérêt le voyage du pape Jean-Paul II en Amérique Centrale, durant le mois de mars 1983. Le message pontifical était attendu avec impatience, vu la difficile situation que traverse l'aire centro-américaine.

Le lendemain de l'exécution de six jeunes gens par la junte de Rios Montt, le 5 mars 1983, le pape, qui a condamné fermement ce nouveau crime de la dictature, s'est rendu au Guatemala ; il a été chaudement reçu par le peuple guatémaltèque.

Mais cette démonstration sincère de la foi chrétienne du peuple guatémaltèque, a voulu être déformée par l'appareil propagandiste de la dictature de Rios Montt : en ce sens, une grande campagne destinée à donner l'image que le régime bénéficie du soutien populaire. L'utilisation faite par la dictature et ses alliés américains, au niveau national et international, du voyage papal, a des objectifs clairs : montrer à l'opinion internationale et à la population des villes guatémaltèques que le Guatemala est un pays pacifié, où règne l'harmonie des classes et où la guérilla a été vaincue.

Face à un peuple, qu'elle est elle-même en train de massacrer, face à une opinion qui l'a plusieurs fois condamnée pour ses crimes horribles contre la population civile, la dictature de Rios Montt cherche à démontrer l'indémontrable, à faire croire l'incroyable. En effet, elle prétend démontrer qu'au Guatemala, l'armée et les corps de sécurité respectent les droits de l'homme ; que dans ce pays, il n'y a pas un conflit social mais une guerre menée de l'extérieur, et que les problèmes socio-économiques qui affligent le peuple proviennent de son manque de moralité.

Pour arriver à ses fins, le régime a déployé un maximum de contingents de sécurité sur les lieux de visite du pape. Ces contingents étaient destinés à protéger la vie du pontife, mais aussi à montrer à la presse internationale l'image d'un pays où « la guérilla a été vaincue et anéantie » : ce sont les propres paroles du dictateur.

Ce récit de mensonges — qui n'a convaincu personne — a été fait au moment où l'UNRG (Union Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque), respectueuse des croyances religieuses du peuple guatémaltèque, décrète cinq jours de trêve pour l'arrivée de Jean-Paul II. Pendant ces cinq jours, la campagne militaire intensive menée depuis le début de l'année a été suspendue par les forces révolutionnaires.

La censure de la presse, accentuée depuis le coup d'état du 23 mars 1982, a



obligé les médias à jouer le rôle d'appareil propagandiste pour l'arrivée du pape. Aucune déclaration émise par les forces d'opposition n'a été publiée. La déclaration de l'UNRG, où celle-ci invite des observateurs chrétiens à se rendre dans les zones de combat et sur les lieux des massacres, a été ignorée par les médias.

Sans chercher à savoir si le pape a eu connaissance de cette déclaration, il faut souligner qu'il n'a pas répondu au message que lui a adressé l'UNRG. Comme prévu, le pape s'est rendu sur les lieux officiels de sa visite. Il y a prononcé deux discours importants, dans la capi-

tale guatémaltèque et à Quezaltenango, devant des milliers d'indiens. Malgré la farce politique que la dictature a essayé de monter, elle n'a pas réussi à cacher de la vue du pape, la misère, l'ignorance et la persécution auxquelles est soumis le peuple guatémaltèque.

Dans son discours, le pape a rappelé l'injustice et la marginalisation dont souffrent la plupart des Guatémaltèques. La position du pape est claire quand il déclare que « l'église doit hausser sa voix pour condamner les injustices, dénoncer les sévices, surtout contre les plus pauvres et les plus humbles » et qu'« on

peut faire, mourir notre frère peu à peu si on le prive de l'accès aux biens que Dieu a créé au bénéfice de tous.» (Extrait du discours paru dans «El Grafico» du 8 mars 1983). La reconnaissance que le pape a faite de la situation tragique dans laquelle se trouvent les masses indiennes au Guatemala est manifeste ; quand il dit — aux indiens : «l'église connaît la marginalisation dont vous souffrez..., les difficultés que vous avez pour défendre vos terres et vos droits, et le manque de respect envers vos valeurs culturelles et vos coutumes».

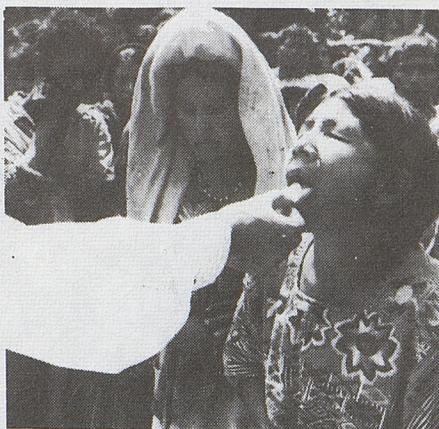
Voilà qui contraste vivement avec le discours du cardinal Mario Casariego, archevêque de Guatemala, qui s'est adressé au pape et au peuple en ces termes : «Très Saint Père, ceci est un peuple croyant..., la conquête nous a amené le don de la foi, de la religion catholique et de la langue castillane et c'est pourquoi vous vous trouvez aujourd'hui au milieu d'un peuple catholique». Le discours du cardinal traduit la position idéologique d'un secteur très conservateur de l'église guatémaltèque, celui de la haute hiérarchie catholique connue pour ses sympathies et ses liens avec le pouvoir dictatorial et les grands riches du pays, pour son indifférence quant à la tragédie dont souffre notre peuple.

Mais, malgré son énorme différence avec le discours féodaliste du cardinal Casariego, le discours du pape, est resté flou à l'égard de la recherche de solutions aux problèmes sociaux que traverse le peuple guatémaltèque.

ON NE CALME PAS SA FAIM EN MANGEANT DE LA MORALE

Son discours a simplement été une harangue à la foi et une exhortation à se maintenir fidèle à l'église ; ce qui démontre que le Pape est plutôt allé au Guatemala pour donner un message moraliste et religieux que pour aborder les vifs problèmes dont souffre la majorité des Guatémaltèques. Il a préféré appeler les catholiques «à rester fidèles autour d'une église unie» et «à ne pas se laisser influencer par les idéologies étrangères» que reconnaître qu'il existe une division de l'église : non à cause des influences idéologiques étrangères, mais en raison de la prise de conscience par le secteur catholique le plus identifié aux pauvres de la nécessité de lutter les armes à la main, contre les conditions d'extrême misère dans lesquelles 450 ans d'exploitation et de pillage ont soumis le peuple guatémaltèque.

Le pape s'est abstenu de condamner le génocide dont le peuple guatémaltèque est la victime, depuis que la dictature de Rios Montt a accédé au pouvoir. Il s'est limité à un timide appel au président pour qu'il respecte la vie humaine. Il n'a pas plus condamné la double cam-



pagne contre-insurrectionnelle menée conjointement par l'armée génocide guatémaltèque et les pasteurs protestants importés des U.S.A.

Quand il a parlé de la lutte du peuple, le Pape l'a fait sur un ton plutôt conciliateur. Il a exhorté les Guatémaltèques à trouver des accords pacifiques pour résoudre les problèmes. Apparemment, il est resté encore loin de comprendre les justes raisons de la guerre que mène ce peuple contre ses oppresseurs et ses assassins. Comment peut-on demander de respecter la vie humaine à ceux qui, au Guatemala, ont fait du crime une institution ? A ceux dont le crime fait déjà partie du patrimoine personnel ? Comment peut-on demander de respecter la vie humaine à ceux qui ont accumulé d'énormes richesses à travers l'exploitation sauvage du peuple guatémaltèque et qui, pour défendre ses biens mal acquis, ont recours au génocide et à l'extermination massive ?

Le peuple guatémaltèque a-t-il un autre recours que la violence, quand, depuis 1954, à toute demande d'augmentation de salaire, d'obtention de terres de culture, d'amélioration générale des conditions de vie, de démocratisation du pays, faites par la voie pacifique, les dictatures militaires — toujours soutenues par les États-Unis — ont répondu par la persécution, la torture et la mort ?

Ne pas condamner les crimes de la dictature, c'est approuver implicitement la guerre d'extermination que l'armée de Rios Montt et sa secte évangéliste mènent contre ce peuple, sa culture et sa religion.

D'autre part, quand le Pape dit qu'il ne faut pas confondre l'évangélisation avec la subversion et — en s'adressant directement au peuple — «ne vous laissez pas instrumentaliser par des idéologies qui vous incitent à la violence et à la mort», le Pape ne semble pas avoir compris que pour l'église guatémaltèque — qui a vécu dans la terreur au côté du peuple, la persécution, la torture et l'incendie de ses champs et de ses maisons — le mot évangélisation signifie aussi vivre au côté du peuple dans la tragédie

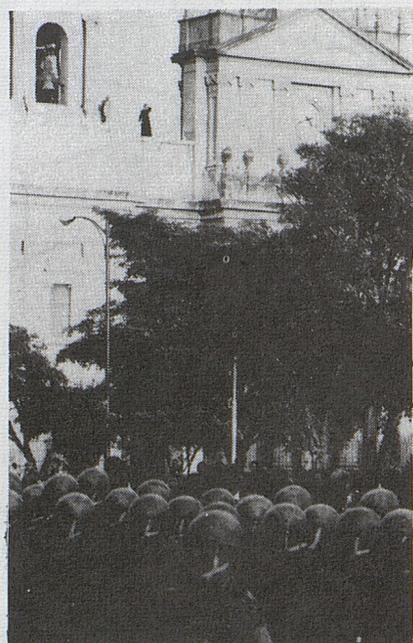
et ses souffrances, lutter à ses côtés pour une société plus juste et plus libre.

LE CHOIX : LUTTE ARMÉE OU CATACOMBES ÉTERNELLES

La seule voie laissée au peuple guatémaltèque depuis presque quarante ans est celle de la subversion armée. Mais la violence n'a pas été engendrée par le peuple mais par ceux qui, aujourd'hui, se promènent dans leurs immenses latifundios, dans leurs luxueuses voitures américaines, ceux qui assistent à de somptueuses réceptions offertes par les ambassades israéliennes et américaines en compagnie des hautes hiérarchies religieuses.

L'église guatémaltèque conséquente a, elle aussi, subi les conséquences de cette violence et de la persécution que les riches et l'armée, appuyés par les yanquis et les israéliens, ont déchaînés contre ce peuple. Le recours à la violence, avec laquelle les chrétiens et le peuple guatémaltèque luttent pour conquérir le droit à une vie décente, est juste. Ce peuple et son Église n'ont pas le choix : ils prennent les armes pour lutter contre leurs ennemis, ou alors ils se résignent à être un peuple affamé et persécuté et une église des catacombes, pour toujours.

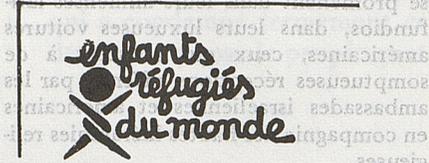
Peu de choses sont ressorties du voyage du Pape : il dénonce avec timidité les tristes conditions dans lesquelles se trouve ce peuple, puis se limite à des leçons de morale chrétienne qui ne serviront pas à calmer la faim de ce peuple, ni à lui donner le plus clair espoir de solutions à ses problèmes. Le Pape est arrivé, le Pape est parti. Le Guatemala reste le même, avec chaque jour quelques indiens en moins. ■



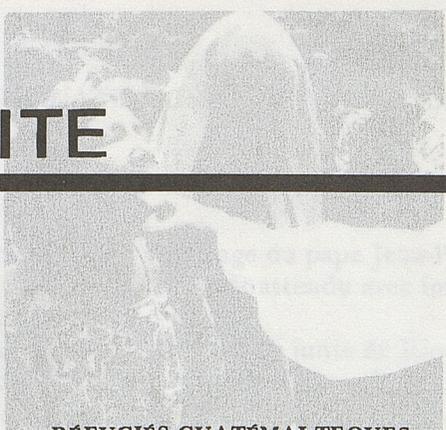
et ses souffrances, lutter à ses côtés
pour une société plus juste et plus libre.

SOLIDARITE

La seule voie laissée au peuple guaté-
malteque depuis presque quarante ans
est celle de la subversion armée. Mais la
violence n'a pas été engendrée par le
peuple mais par ceux qui, aujourd'hui,



L'église guatémaltèque conséquente
a, elle aussi, subit les conséquences de
cette violence et de la persécution que
les riches et l'armée, appuyés par les
yanquis et les israéliens, ont déchaînés
contre ce peuple. Le recours à la violen-
ce, avec laquelle les chrétiens et le peu-
ple guatémaltèque luttent pour conque-
rir le droit à une vie décente, est juste.
Ce peuple et son église n'ont pas le
choix : ils prennent les armes pour lutter
contre leurs ennemis, ou alors ils se rési-
gnent à être un peuple affamé et persé-
cuté et une église des catacombes, pour



RÉFUGIÉS GUATÉMALTEQUES

pacque contre-insurrectionnelle menée
- Au vu de la situation dramatique
dans laquelle vivent plusieurs milliers de
paysans guatémaltèques, réfugiés au Me-
xique en fuyant la terreur de Rios
Montt, l'association humanitaire «en-
fants réfugiés du monde» lance un pro-
gramme d'action qui comprend trois
axes : informer et alerter l'opinion, re-
cueillir des fonds nécessaires à l'achat de
semences, afin de faire face à la famine,
constituer des équipes médicales qui tra-



peut être, mourir notre...
si on le prive de l'accès...
Dieu a créé au début... (Lx-
trait du discours par...
du 8 mars 1983). La...
le pape a fait de la...
dans la...
diennes au Guatemala...
durant...
connaît la marginalisation dont vous
souffrez... les difficultés que vous avez
pour défendre vos terres et vos droits, et
le manque de respect envers vos valeurs
culturelles et vos coutumes.

Voilà qui contraste vivement avec le
discours du cardinal Mario Casariego,
archevêque de Guatemala, qui s'est
adressé au pape et au peuple en ces
termes : «Très saint père, ceci est un
peuple croyant... la conduite nous a
amené le don de la foi de la religion
vaille...»

vailleraient entre deux et quatre mois
sur le terrain.
Une proposition de résolution a été
remise au groupe socialiste du Parlement
européen concernant l'éventuel rapatriement
des réfugiés guatémaltèques ; celle-
ci sera présentée lors de la session de
mai.

Pour tout contact : Enfants Réfugiés
du Monde, 90 Bd Magenta, Paris 10ème.
Ou s'adresser au Collectif.

UNE SEMAINE DE "RENCONTRES ET SOLIDARITES POUR UN NOUVEAU GUATEMALA"
avec la participation et le témoignage de nombreux guatémaltèques,
écrivains, militants syndicaux, militants chrétiens, etc.

- Lundi 30 mai : "Contre-insurrection et intervention au Guatemala". Projection suivie d'un débat co-organisés avec le CEDETIM. A 19h00, au CEDETIM, 14, rue de Nanteuil 75015 Paris.
- Mardi 31 mai : "Résistance armée et alternative populaire au Guatemala". Projection suivie d'un débat ainsi qu'une exposition organisés par le comité Amérique centrale du 13ème. A 19h00, à la Maison verte, 127, rue Marcadet 75018 Paris.
- Mercredi 1er juin : "L'église des catacombes". Salle Blanche, Eglise St Merri 20h30. Comité Amérique centrale "Oscar Romero. Projection suivie d'un débat.
- Jeudi 2 juin : "La littérature guatémaltèque". Conférence suivie d'un débat organisés par l'ACAL à 19h30 à l'ACAL, 4, rue Trousseau 75011 Paris.
- Vendredi 3 juin : "Mouvement ouvrier, mouvement paysan indien : quelle convergence ?" Projection suivie d'un débat organisés par le comité Amérique centrale du 19ème à l'UCJG, 3, rue Clavel 75019 Paris à 19h30.
- Samedi 4 juin : "Les réfugiés". Projection suivie d'un débat ainsi qu'une exposition, organisés par le comité Amérique centrale du 14ème à la Salle Martin Lutherking, 35, rue Olivier Noyer 75014 Paris à 19h00.

Pena surprise organisée par le Collectif Guatemala au CLA, 1, rue Montmartre 75001 Paris, à partir de 21h00.

Dans le cadre de cette semaine, l'Atelier 15 et l'ATCG présentent "Exposition latino-américaine pour le Guatemala", peintures et sculptures au 15, rue des Halles 75001 Paris, du 31 mai au 12 juin de 10h00 à 19h00.